

Afrique. Sud-Soudan : une géopolitique du malheur

dimanche 20 janvier 2019, par [Patrice GOURDIN](#)

Voici un texte de référence pour deux raisons. Premièrement, il permet de comprendre les drames du Sud-Soudan. Patrice Gourdin en présente d'abord le territoire mal maîtrisé qui porte une population déshéritée. Puis, il met en lumière l'inexistence d'une nation, alors que le Sud-Soudan est indépendant depuis 2011. L'auteur pointe, enfin, les ambiguïtés d'une communauté internationale partagée.

Deuxièmement, ce document illustre une méthode géopolitique que [Patrice Gourdin a mise en place avec son ouvrage fondateur : « Manuel de Géopolitique »](#), préface de P. Verluise, éd. Diploweb. Alors que la géopolitique fait son entrée au lycée, cet article a donc aussi le mérite d'illustrer ce nouvel enseignement de spécialité. Ce qui sera fécond pour [les enseignants en charge mettre en oeuvre ce nouveau programme](#).

LE 12 septembre 2018, le président Salva Kiir et son rival, Riek Machar, ont conclu un énième traité pour mettre fin à la guerre civile qui ravage le Sud-Soudan depuis décembre 2013. Le partage forcé du pouvoir, avec la quasi assurance d'un pillage concerté, sanctionne l'échec des tentatives armées d'accaparement de la direction et des ressources du pays par les deux protagonistes. Après une centaine de violations des cessez-le-feu et accords antérieurs, le doute plane sur les chances de succès de l'actuel processus, tant le martyr du peuple sud-soudanais (environ 400 000 morts, plus de 2 millions de réfugiés, plus de 2 millions de déplacés, d'innombrables vies brisées ou mutilées) semble sans fin. Et pour cause : ceux qui prétendent diriger le Sud-Soudan n'ont manifesté aucune volonté de maîtriser son territoire, d'assurer le bien-être à sa population, de construire une nation et d'échapper aux intrigues de ses voisins. Nous sommes en présence d'un des cas les plus aboutis d'État failli avant même que d'avoir existé.

I. Un territoire mal maîtrisé qui porte une population déshéritée

Dernier né des États, la République du [Soudan du Sud](#) occupe 619 745 km² en Afrique subsaharienne, dans une zone soumise au climat tropical sec, couverte par différentes formes de savane. Des plateaux peu élevés bordent l'ouest, ainsi que le sud, où se trouvent également des massifs élevés (dominés par les monts Imatong - point culminant : le mont Kynietti, 3 187 m). La majeure partie du pays est une vaste cuvette marécageuse vers laquelle convergent de nombreux cours d'eau affluents du Nil Blanc : le Sudd. En période de crue, les eaux peuvent recouvrir jusqu'à 300 000 km². Depuis des décennies, il existe un projet de régulation : le creusement du canal de Jonglei, entre Malakal et Bor (360 kilomètres). Toutefois, les populations locales (Dinka, Nuer, Shilluk) n'en attendaient aucun bénéfice. Outre la destruction de leur mode de vie, elles redoutaient que l'aménagement agricole planifié (il était question de transformer la zone en un des "greniers à blé de l'Afrique") ne profite aux Arabes du Nord et elles savaient que l'eau récupérée (entre 3 et 4 milliards de mètres cubes annuels) le serait avant tout au profit de l'Égypte. Le chantier démarra en 1978 et 240 kilomètres avaient été percés lorsque les travaux furent interrompus par la reprise de la guerre civile, en 1984.

Sise à la charnière des deux ensembles naturels, à l'un des très rares carrefours de communication de la région sud du Soudan, Djouba abrita dès le XIXe siècle un comptoir commercial puis devint, entre les deux guerres mondiales, le siège d'une mission religieuse protestante et des bureaux du gouverneur britannique. Sa situation géographique stratégique en fit l'enjeu de très violents combats durant la

Seconde guerre civile (1983-2005). Elle abrita, à partir de 2005, le gouvernement autonome du Soudan du Sud et demeura la capitale politique après l'indépendance (2011). Cette fonction ne lui est pas définitivement acquise car il existe un projet de relocalisation à l'épicentre géographique du pays, sur la rive gauche du Nil Blanc, au sud de Bor, sur un site appelé "Ramciel" [1]. La situation économique et sécuritaire déplorable du pays n'a pas permis la mise en chantier de cette capitale fédérale. Djouba se trouve au carrefour des rares routes dont dispose le pays et qui le relie à la République Centrafricaine, à la République démocratique du Congo, à l'Ouganda et au Kenya. Il n'existe aucun axe notable en direction de l'Éthiopie. Quant aux voies vers le Soudan, leur état pâtit des relations tendues entre les deux pays. Au contact de l'Afrique des Grands Lacs et de pays riverains de l'océan Indien, le pays pourrait profiter de sa position géographique dans la perspective du développement économique de ces régions. À condition de rétablir la paix et de construire un réseau de routes praticables toute l'année.

Enclavé, le pays dispose de deux options pour communiquer avec le reste du monde : la côte du Soudan, sur la mer Rouge (à 1 800 km) ou la côte du Kenya *via* l'Ouganda (à 1 300 km), sur l'océan Indien. Outre la question du financement et de la construction des infrastructures de transport, l'état des relations avec ces trois voisins ainsi que leur stabilité intérieure conditionnent le désenclavement du Sud-Soudan. Dans la situation actuelle, l'option soudanaise, en dépit de son coût, s'avère seule praticable.



Aux abondantes [disponibilités en eau](#), s'ajoute la présence de sols fertiles. L'absence de régulation hydraulique, l'insécurité permanente et la pauvreté endémique se conjuguent depuis des décennies pour entraver la valorisation de ces atouts. Comme le potentiel hydro-électrique, le potentiel agricole considérable du pays est sous-exploité. Les populations ont élaboré des systèmes savants (associant en de multiples combinaisons l'agriculture, l'élevage et la pêche) pour s'adapter aux conditions naturelles, mais il s'agit d'une agriculture de subsistance, fragile et incapable de dégager les surplus nécessaires pour améliorer les façons culturales et les conditions de vie. Alors que 90% de la population dépend de l'agriculture, le contexte national bloque toute perspective de progrès pour le moment. Depuis le milieu de l'année 2015, dans le cadre de la guerre civile déclenchée en décembre 2013, les deux parties qui s'affrontent appliquent délibérément la stratégie de la terre brûlée. La division des droits de l'Homme de l'ONU a constaté que les villages sont incendiés, les récoltes détruites et le bétail volé, afin de priver les populations de tout moyen de subsistance. Avant de penser à l'agriculture de l'avenir, les habitants doivent résoudre le problème de leur survie alimentaire.

Hormis les exportations de bois, le pays tire ses revenus (98% du budget en 2014) d'abondantes ressources pétrolières. La production annuelle a chuté de 17,5 millions de tonnes avant le conflit à 6 millions de tonnes en 2018. Les obstacles s'additionnent pour ralentir l'exploitation : corruption, insécurité endémique, enclavement nécessitant l'utilisation (moyennant le paiement d'une taxe) des infrastructures contrôlées par le Soudan (l'oléoduc qui mène jusqu'à Port-Soudan), fluctuations des cours des hydrocarbures.

Le pays présente des attraits touristiques liés à son capital naturel, que les Britanniques avaient commencé à valoriser avant la décolonisation. Mais cet atout demeure inexploité du fait de la guerre civile (qui l'endommage, par surcroît), de la barrière linguistique et de l'absence d'infrastructures. À une centaine de kilomètres de Juba, les 16 500 km² du parc national de Badingilo (créé en 1986 dans l'État de l'Équatoria-Central) constituent la plus grande savane toujours intacte d'Afrique de l'Est avec une faune préservée (autruches, antilopes géantes, girafes, éléphants, lions, guépards, hyènes, oiseaux, notamment). Le pays pourrait également valoriser les parcs nationaux du Sud (57 000 km², créé en 1939 dans les États de Bahr al-Ghazal occidental, de l'Équatoria-Occidental, des Lacs et de Warab), de Boma (22 800 km², créé en 1986 dans l'État de Jonglei), de Shambe (620 km², créé en 1985 dans les États de l'Unité et des Lacs) et de Nimule (540 km², créé en 1954 dans l'État de l'Équatoria-Oriental).

Construit sur le territoire de trois régions historiques (Bahr al-Ghazal à l'ouest, Équatoria au sud, Nil Supérieur à l'est), le Soudan du Sud est un État fédéral, qui regroupait 10 entités en 2011. Quatre ans plus tard (24 décembre 2015), par décret, le président Salva Kiir a fragmenté le pays en 28 États fédérés, chiffre porté à 32 en janvier 2017. Officiellement, il s'agissait de favoriser la décentralisation. Plus prosaïquement la mesure visait à empêcher les partisans de son rival, Riek Machar, de bénéficier des revenus du pétrole des États d'Unité, du Haut-Nil et du Jonglei. En effet, le gouvernement de ces trois États échoyait aux partisans de Riek Machar dans le cadre des accords de paix imposés quelques mois (26 août 2015) avant la réforme constitutionnelle. Le redécoupage tendrait également à modifier les équilibres ethniques dans la perspective des futures élections, et ses détracteurs l'ont comparé au *gerrymandering* américain.

Pratiquement dépourvu de moyens de communication, le territoire du Sud-Soudan était difficile à contrôler en 2011. Loin d'avoir progressé en la matière, le pays a encore régressé du fait de l'actuelle guerre civile. Les vestiges du pouvoir d'État se trouvent à Djouba, au point que certains qualifient le Sud-Soudan de "cité-État". La loi et l'ordre ont déserté de vastes étendues du pays, qui se trouvent à la merci des insurgés, des milices et des lambeaux de l'armée régulière qui s'affrontent sans cesse et se livrent à toutes les formes d'exactions contre la population civile.

En dépit d'un taux d'accroissement naturel élevé (2,8% en 2017, selon la Banque mondiale), très durement éprouvée par plusieurs décennies de violence, la population, en 2017, ne comptait que 12 580 000 habitants (Banque mondiale), ce qui donne une faible densité (20,3 habitants au km²) [2]. Le taux de fécondité demeure important : 4,9 enfants par femme en 2017 (Banque mondiale). La prédominance d'une agriculture vivrière fait que la majeure partie des habitants vit dans les zones rurales ; 19% seulement résident en ville. Le tissu urbain est très modeste, surtout composé de bourgades à vocation de marché local. La principale ville, Djouba comptait 350 000 habitants en 2012.

Le Soudan du Sud affiche un très mauvais indice de développement humain : 0,418, ce qui le classe 181^e (ex-æquo avec le Mozambique) sur les 187 pays évalués. La moitié de la population (50,6%) vit en-dessous du seuil de pauvreté. L'espérance de vie est basse : 56 ans pour les femmes, 54 ans pour les hommes. Cela s'explique à la fois par les pertes liées à la situation de guerre endémique et par les faibles dépenses publiques de santé (2,5% du PIB). Résultat d'une faible scolarisation, le taux d'alphabétisation de la population de 15 à 24 ans figure parmi les plus bas d'Afrique subsaharienne : 41,7% des femmes (Niger 17,1%, RCA 26,9%, Mali 39,2%, Côte-d'Ivoire 40,7%, Bénin 42,5%) et 46,9% des hommes (Niger 36,4%, Guinée 44,3%, RCA 48,8%). Conséquence des années de guerre avant l'indépendance, celui des adultes âgés de 25 ans et plus serait de 75%. Cela représente un handicap majeur pour le développement du pays.

La population du Sud-Soudan se caractérise par une grande diversité ethnolinguistique. Elle se compose de 62 groupes rattachés à cinq sous-ensembles : les peuples nilotiques, soudaniques orientaux, soudaniques centraux, nigéro-congolais et nilo-sahariens. Les Nilotiques sont les plus nombreux et les groupes les plus importants s'y rattachent, notamment les Dinka (36% de la population totale) et les Nuer (15% de la population totale). L'anglais, adopté comme langue officielle et d'enseignement du pays (Article 6 de la Constitution), demeure peu usité (pas plus de 5% de la population, selon certains chercheurs). Ce choix visait à s'opposer à l'arabe et à l'islam, à transcender les clivages pour forger une nation, à se rapprocher des États voisins anglophones (Ouganda et Kenya) et à offrir une image

“moderne”. La langue véhiculaire est l’arabe de Djouba (un créole incompréhensible à un locuteur de l’arabe soudanais — dont il est pourtant issu — et totalement inaccessible à un locuteur de l’arabe standard). L’article 6 de la Constitution stipulant que « toutes les langues indigènes du Soudan du Sud sont des langues nationales et doivent être respectées, promues et développées », il subsiste autant de langues vernaculaires que de groupes ethniques, le nombre de locuteurs variant de quelques milliers pour certaines à plus d’un million pour les diverses variantes du nuer-dinka [3].

Selon les données du *Pew Research Center* pour l’année 2015, la population du Sud-Soudan compte peu de musulmans (6,2%). La majorité est chrétienne (39,7% de catholiques et 20,7% de protestants), le tiers restant (32,9%) a conservé les croyances et les pratiques animistes.

Sur le plan politique, faute de démocratie, la population se trouve broyée dans les affrontements entre partisans du président Salva Kiir (*Mouvement populaire de libération du Soudan-Sudan People’s Liberation Movement-SPLM*) et partisans de son ex-vice-président, limogé en décembre 2013, Riek Machar (*Mouvement populaire de libération du Soudan en opposition-Sudan People’s Liberation Movement in Opposition-SPLM-IO*). Résultat du choc de deux ambitions, cette rupture brutale fut possible car les institutions provisoires qui régissent le pays depuis 2011 accordent un pouvoir pratiquement absolu au président. Celui-ci peut, en particulier, nommer et destituer sans contrôle n’importe quel responsable du gouvernement fédéral ou des États fédérés. Hétéroclites, les deux coalitions manquent de cohésion et les chefs rivaux n’exercent qu’une autorité limitée sur leurs partisans respectifs. Chaque camp compte sa part de modérés et de jusqu’au-boutistes. Intérêts personnels et/ou crainte de devoir rendre des comptes semblent expliquer cette polarisation.

La guerre civile engendre une catastrophe humanitaire de grande ampleur. L’ONU (*Bureau de la coordination des affaires humanitaires* [4], *Haut commissariat aux réfugiés*) recense 2 100 000 personnes déplacées (16,7% de la population) et 2 256 499 réfugiés [5] (17,9% de la population). Il s’agit du plus important exode depuis le génocide au Rwanda, en 1994. 6 100 000 personnes, soit près de la moitié de la population (48,5%), souffrent de sous-nutrition, dont 13,5% (1 700 000 personnes) sont au bord de la famine. Ajoutons les assassinats et les viols de masse perpétrés en toute impunité par toutes les factions. Les humanitaires rapportent que la population incrimine les responsables des deux camps, jugés plus soucieux de pouvoir et d’enrichissement personnel que d’éradiquer les causes de la violence : les tensions locales, l’absence d’infrastructures comme de services publics de base (santé, éducation, police, justice), la corruption et le défaut de démocratie [6].

Absence de développement, pauvreté et analphabétisme de masse, atomisation ethnolinguistique, rivalités politiques, se conjuguent pour maintenir le Sud-Soudan dans une situation dramatique. Une partie de la solution résiderait dans l’émergence d’un sentiment national.

II. L’inexistence d’une nation

Ni le passé, ni les caractéristiques ethniques ou culturelles ne favorisent l’émergence d’une communauté de destin. Ce qu’avaient compris certains cadres au moment de l’accession à l’indépendance. Jok Madut Jok, nommé sous-secrétaire du ministère de la Culture en 2011, avait conçu d’ambitieux programmes de construction de la nation à travers les arts, la culture et la préservation du patrimoine. Mettre sur pied un service d’archives était sa priorité. Il était (et demeure) convaincu que les archives contribueraient à « construire la paix » en établissant « une histoire commune », « celle qui nous a conduits à lutter pour l’indépendance et a donné naissance à notre pays [7] ». Mais, avant même que d’avoir commencé, ce projet fut remis en cause par l’explosion de violence de décembre 2013.

L’histoire précoloniale du Sud-Soudan demeure mal connue. Une certitude se dégage : nombre de groupes s’installèrent et se juxtaposèrent. Les peuples de langues nilotiques comme les Dinka ou les Shilluk seraient arrivés vers le Xe siècle de notre ère. Entre le XVe et le XIXe siècle, de multiples migrations dessinèrent l’implantation actuelle des différents groupes ethnolinguistiques. La région appartient au puissant royaume Zandé (XVIe - XVIIIe siècle). Durant les années 1820, les forces turco-égyptiennes du

khédiva Mehmet Ali imposèrent leur domination sur l'ensemble du Soudan, sans pour autant mettre en valeur tout son territoire. Ayant établi son emprise sur l'entité égypto-soudanaise en 1882, la Grande-Bretagne prit le contrôle du sud du Soudan entre 1896 et 1898. Mais le climat, les marécages et l'enclavement dissuadèrent l'installation des colons européens, qui trouvèrent des conditions plus favorables et de meilleures opportunités économiques au Kenya, en Ouganda ou au Tanganyika. De même que le Darfour, cette région périphérique de l'Empire britannique demeura délaissée, ce qui contribue à expliquer son sous-développement chronique.

Après la Première Guerre mondiale, Londres favorisa la diminution de l'influence égyptienne dans la partie nord et de celle des musulmans dans la partie sud. En 1922, la puissance coloniale avait mis en place une série de dispositions limitant les relations entre les trois provinces méridionales (Bahr al-Ghazal, Équatoria, Nil Supérieur) et le reste du Soudan : la *Southern Policy*. La langue arabe et le port des vêtements arabes y étaient interdits, le commerce des marchands ambulants arabes découragé et les déplacements entre le Sud et le Nord sévèrement contrôlés (*Passports and Permits Ordinance*). Six idiomes locaux furent utilisés comme langues administratives, éducatives et religieuses : le dinka, le bari, le nubien, le latuko, le shilluk et le zande. Cela entretint les particularismes, tant entre le nord et le sud qu'entre les communautés du sud. Lors des prémices de la décolonisation, en 1947, ces restrictions furent levées et Londres instaura l'arabe langue officielle sur l'ensemble du territoire pour favoriser le rapprochement entre "Nordistes" et "Sudistes". Trop peu de ces derniers maîtrisaient l'anglais et l'arabe. Ils furent incapables de défendre les intérêts de leurs communautés au sein de l'État en gestation. Leurs partis furent marginalisés et le pouvoir fut monopolisé par les arabophones du Nord lorsque l'indépendance devint effective (1er janvier 1956) [8]. Un profond ressentiment en résulta.

L'islamisation du Soudan fut tardive car deux royaumes chrétiens (ceux de Malcouria et d'Alodia) survécurent au Nord jusqu'au début du XVIe siècle. Après leur chute, la conversion butta sur la farouche opposition de la "barrière dinka", ce qui explique que l'animisme et le christianisme aient persisté au sud. L'islam soudanais produisit peu de théologiens mais fut très réceptif aux confréries soufies. Par voie de conséquence, il s'inséra largement dans la vie politique et sociale, notamment par le biais de la puissante confrérie des Ansar, fondée en 1880 par Mohammed Ahmed, dit "le Mahdi". Pour autant, l'islam n'a pas permis la cristallisation d'un sentiment national soudanais. Tout au contraire, marqueur d'une domination culturelle, sociale et politique, il alimente un antagonisme hérité des razzias esclavagistes, pratiquées entre le XVIe siècle et la fin du XIXe siècle. Les mesures prises par le colonisateur britannique (séparation des provinces du sud ; recrutement de soldats dans ces mêmes provinces ; instrumentalisation des populations du sud pour contrer le nationalisme arabe) et l'action missionnaire chrétienne approfondirent le fossé entre "Nordistes" et "Sudistes". En témoignent les mutineries des troupes noires dès l'été 1955, à l'annonce de l'indépendance. Les populations du sud craignaient le retour d'une domination impitoyable et certains avaient rejoint le mouvement *Anyanya* ("venin de serpent") de Joseph Lagu, vraisemblablement lié au *Mawaju Secret Movement*, une société secrète anti-arabe fondée par Dominik Marwell [9]. La guerre civile dura 17 ans, jusqu'à la signature des accords d'Addis-Abeba, en 1972. Ceux-ci esquissaient un tournant institutionnel vers le fédéralisme. Ils octroyaient une autonomie relative aux provinces du sud, notamment en matière linguistique : « L'arabe est la langue officielle du Soudan et l'anglais la langue principale de la région du Sud, sans préjudice de l'utilisation d'une ou de plusieurs autres langues, si celle(s)-ci contribue(nt) au fonctionnement efficace et rapide du gouvernement et de l'administration de la région » (*Southern Regional Self Government Act*, article 6). Faute de moyens, au lieu de profiter à la diffusion de l'anglais et à l'usage des langues locales du sud, cette politique linguistique favorisa le créole issu des variantes locales de l'arabe [10].

Ce fut pourtant la religion et non la langue qui provoqua une nouvelle scission sanglante. Le pouvoir de Gaafar al-Nimeiry, étant dangereusement menacé par un mouvement islamiste se référant au *Mahdi*, le dictateur de Khartoum donna des gages à la population arabo-musulmane. En particulier, il accepta, en 1983, d'étendre la *charia* aux provinces du sud. Ainsi démarra une nouvelle guerre civile. Le clivage religieux opposait aux musulmans non seulement les chrétiens, mais aussi les animistes. Le conflit revêtait d'autres dimensions, comme la défense des modes de vie traditionnels des ethnies du sud ou la contestation d'un "centre" pérennisant la marginalisation économique, sociale et politique de ses "périphéries" (les rebelles du Darfour sont musulmans). Le coup d'État qui porta (avec l'aide de l'Iran) le

général al-Bachir au pouvoir en 1989 renforça l'islamisation du pays et la détermination d'une partie des insurgés du Sud. Affaiblis par la perte du soutien éthiopien (mai 1991) et d'innombrables querelles intestines, ceux-ci, sous la pression de la communauté internationale, acceptèrent un cessez-le-feu en 2002, puis signèrent (à Naivasha, au Kenya) avec le gouvernement de Khartoum un *Accord de paix global* le 9 janvier 2005. Un référendum d'autodétermination était prévu à l'issue d'une période intérimaire d'autonomie. Les habitants du sud se prononcèrent en janvier 2011. Le scrutin enregistra une très forte participation (80% des inscrits) et exprima une aspiration pratiquement unanime à l'indépendance (98,83% des suffrages). En conséquence, **le Sud-Soudan devint indépendant le 9 juillet 2011.**

Les souffrances des populations ne prirent pas fin pour autant. Il existe de profonds clivages au sein de la population du Sud-Soudan elle-même et, tout en combattant contre les Nordistes, les Sudistes s'affrontaient entre eux. Une rivalité très ancienne oppose les deux principaux groupes ethnolinguistiques. Les Nuer se sont séparés des Dinka au début du XVIIIe siècle. Selon le mythe originel [11] (dont circulent plusieurs versions), la scission résulta d'une querelle successorale : Jaang grugea son frère, Nath, qui abandonna le groupe Dinka pour fonder le groupe Nuer. Depuis, celui-ci voue un mépris éternel au premier et s'estime en droit de le soumettre aux razzias. Le décryptage du mythe met en exergue des modes d'appropriation différents ainsi qu'une rivalité permanente pour la possession du bétail, ce dernier occupant une place centrale dans les sociétés pastorales ou agro-pastorales de la région [12]. Plusieurs traits accroissent et entretiennent cette hostilité. Les deux langues sont d'origine nilotique, mais il n'y a pas d'intercompréhension entre les deux groupes. Le voisinage géographique provoque d'incessantes querelles pour l'accès aux ressources (terres, pâturages, eau et bétail). La société dinka est structurée, alors que la société nuer est acéphale [13]. Les Nuer sont très fiers de leurs pratiques guerrières, tandis que les Dinka étaient moins combattifs. Ils subirent longtemps les razzias des premiers, qui s'emparaient de leurs troupeaux et prélevaient de nombreux prisonniers de guerre. Les Dinka pratiquent la chasse, activité méprisée par les Nuer. Ces derniers résistèrent à la colonisation, tandis qu'une partie de leurs rivaux se mirent au service des Britanniques. Alors que de nombreux Dinka (derrière le colonel John Garang, mort en 2005, dans un accident d'hélicoptère) participaient à la lutte contre Khartoum (*Mouvement de libération des peuples du Soudan/Armée de libération des peuples du Soudan-SPLA/M*, fondée le 15 mai 1983), des Nuer s'enrôlèrent dans les milices pro-gouvernementales. Au sein même de l'insurrection, ces rivalités, à l'origine de la rupture, en 1991, entre John Garang et Riek Machar (un Nuer), provoquèrent des massacres comme celui de Bor, entré dans la mémoire collective. Les insurgés se partagèrent entre partisans d'un Soudan unitaire mais profondément réformé (John Garang), et partisans de l'indépendance du Sud (Riek Machar). Il résulte de tous ces contentieux une solide tradition d'affrontement entre les deux principales composantes de la population du Sud-Soudan.

Ce contexte exacerbe les rivalités personnelles et politiques à l'origine du conflit actuel. Le réduire à la dimension ethnique relève de la paresse intellectuelle. Comme de nombreux autres pays africains après leur décolonisation, le Sud-Soudan est parvenu à l'indépendance sans disposer ni d'une structure étatique digne de ce nom, ni d'une population se percevant comme une nation. L'intérêt général est un concept dépourvu de sens : la plupart des cadres sont notoirement incompétents et corrompus et les dirigeants politiques ont institué une kleptocratie. Les rivalités pour l'accaparement de l'aide internationale et des revenus pétroliers comptent davantage que les différences ethniques. Lors de la phase de relative autonomie — entre 1972 et 1983 —, des Dinka avaient déjà exploité toutes les possibilités de détournement offertes par la mise en place de gouvernements locaux et la décentralisation de l'administration. Mais ce n'était rien, comparé au système de prédation organisé durant la phase transitoire, entre 2005 et 2011, et qui s'est exacerbé depuis l'indépendance. En décembre 2013, après quelques mois d'une coexistence difficile, le président Salva Kiir (Dinka) et son vice-président, Riek Machar (Nuer) en vinrent à l'affrontement pour capter la totalité du pouvoir et des revenus y afférents. Depuis, les forces gouvernementales de l'*Armée de libération du peuple soudanais (Sudan People's Liberation Army-SPLA)* — majoritairement des Dinka —, se livrent à une lutte féroce contre l'*Armée de libération du peuple soudanais en opposition (Sudan People's Liberation Army in Opposition-SPLA-IO)* — majoritairement des Nuer, épaulés par des Shilluk et d'autres ethnies, que la perspective d'une domination des Dinka inquiète.

Le Sud-Soudan, toutes composantes ethnolinguistiques confondues, baigne depuis longtemps dans une

culture de la violence. La situation actuelle l'entretient et l'aggrave. La dégradation des conditions déjà précaires de vie multiplie et radicalise les affrontements pour l'accès aux ressources de base (terres, pâturages, eau, bétail). En cas de litige, la vengeance sanglante, souvent à l'encontre des enfants de la partie adverse, se substitue aux mécanismes traditionnels de compensation qui permettaient de limiter les effusions de sang. Seule une médiation extérieure paraît susceptible de modifier la situation.

III. Une communauté internationale partagée

Le destin du Sud-Soudan dépend en grande partie de ses voisins et du reste de la communauté internationale. Mais du fait des divisions et des rivalités au sein de cette dernière, les perspectives de solution demeurent indécises.

Le Soudan soutiendrait en sous-main à la fois Salva Kiir et Riek Machar car il n'a aucun intérêt à ce que le Sud-Soudan sorte de la guerre civile. En premier lieu, Port-Soudan demeure le débouché obligé des hydrocarbures extraits par le Sud-Soudan. Ce qui pérennise la dépendance et la vulnérabilité de Djouba vis-à-vis de Khartoum. En compensation de l'utilisation par Djouba de ses infrastructures pétrolières, le Soudan prélèverait 23 % des recettes générées par le pétrole sud-soudanais. De plus, la guerre civile limite l'aide de Djouba à la rébellion du *Mouvement de libération des peuples du Soudan-Nord*, qui lutte contre le régime de Khartoum dans les monts Nouba. Enfin, l'instabilité repousse toute négociation sur le litige frontalier qui oppose les deux pays depuis 2011. La question de l'appartenance de certaines zones, notamment dans le district d'Abiyé, n'a pas été tranchée et, dans l'attente d'un règlement, le Soudan conserve le contrôle de ces territoires et de leurs ressources (surtout des hydrocarbures). Le tracé des frontières est crucial pour le Soudan qui pourrait perdre jusqu'à 75% de ses recettes pétrolières si le Sud-Soudan obtenait la totalité des territoires qu'il revendique.

L'Éthiopie se trouve impliquée depuis le début dans les conflits intra-soudanais. Entre 1955 et 1972, elle soutint les indépendantistes du sud, afin de limiter la puissance de son voisin. Sous le régime "socialiste" (1983-1991) du colonel Mengistu (allié à l'URSS), elle servit de base arrière aux forces du colonel Garang. La chute du "Négus rouge" entraîna une sanglante rupture, suivie d'une réconciliation en 1995, dans le cadre de la coalition anti-islamiste mise sur pied contre le Soudan par les États-Unis. Mais le conflit entre l'Éthiopie et l'Érythrée, à partir de 1998, imposa un rapprochement entre Addis-Abeba et Khartoum au détriment des insurgés. Ces derniers, affaiblis, se montrèrent plus enclins au compromis, d'où l'accord inter-soudanais conclu en 2005. L'indépendance du Sud-Soudan modifia de nouveau les relations. Alors que Djouba n'a aucun intérêt à aider les mouvements sécessionnistes et indépendantistes du Sud-Ouest éthiopien, où vivent des ethnies présentes des deux côtés de la frontière commune, le partage des eaux du Nil amena les deux pays à s'unir face au Soudan et à l'Égypte. Très engagé dans la médiation entre le SPLA et le SPLA-IO depuis décembre 2013, Addis-Abeba a passé la main au profit du Soudan au printemps 2018, à la demande des Émirats arabes unis. Le nouveau Premier ministre, Abiy Ahmed, semble avoir bénéficié de leur aide pour régler des dossiers plus préoccupants : la paix avec l'Érythrée (juillet 2018), l'apaisement des tensions avec l'Égypte au sujet des eaux du Nil et la pacification de la Somalie. Les investissements des États du Golfe dans le développement économique du pays peuvent aussi expliquer cette évolution. Enfin, l'Éthiopie, enclavée, a besoin, pour sa croissance et sa sécurité économiques, d'accéder plus largement à Djibouti et de diversifier ses ouvertures aux autres ports africains sur la mer Rouge, dans lesquels les pétrodollars confortent l'influence saoudienne ou émiratie.

Le Kenya offre au Sud-Soudan la seule solution de remplacement de l'axe soudanais pour rompre son enclavement. Des projets d'infrastructures (voie ferrée, oléoduc) susceptibles également de stimuler l'économie kényane étaient envisagés. La guerre civile bloque cette dynamique et paralyse le règlement du contentieux territorial relatif au "Triangle d'Ilemi" (entre 10 320 et 14 000 km², selon les revendications). Brigué par l'Éthiopie, le Sud-Soudan et le Kenya, il se trouve sous le contrôle de ce dernier. Hérité de l'ère coloniale, le statut de ce territoire sans intérêt économique est mal défini car il visait seulement à garantir le passage des Turkana, les habitants nomades de la région.

Le président d'Ouganda, Yoweri Museveni, entretient de longue date des liens étroits avec le président

Salva Kiir. Les deux pays ont décidé de développer leurs relations économiques. Kampala espérait notamment tirer profit du passage de l'oléoduc reliant son voisin à l'océan Indien par le Kenya. Pour l'instant, il pâtit de l'afflux de réfugiés généré par la guerre civile (114 000 personnes, environ). Cela n'amenuise pas son soutien militaire et diplomatique à Salva Kiir. Rivalisant avec l'Éthiopie pour la puissance régionale, il se rapprocha du Soudan et ne fit rien pour faciliter la réussite des accords négociés sous la houlette d'Addis-Abeba.

La République démocratique du Congo, à laquelle rien n'est épargné, subit aussi les contrecoups de la guerre civile sud-soudanaise : près de 100 000 Sud-Soudanais s'y sont réfugiés, dont Riek Machar et ses hommes (au Nord-Kivu) en juillet 2016. Cette présence renforce l'insécurité de la région.

Visé par une tentative d'attentat à Addis-Abeba en 1995, le président Moubarak avait désengagé l'Égypte de l'Afrique subsaharienne. Cette absence dura jusqu'à ce que, sous l'impulsion du président al-Sissi, Le Caire opère un retour en force en Afrique subsaharienne, pour y restaurer son prestige et son influence. Salva Kiir a su exploiter la situation : moyennant son soutien face à la politique hydraulique de l'Éthiopie, il a gagné le soutien de l'Égypte au sein des Nations-Unies et de l'Union africaine. Le Caire a patronné l'adhésion du Sud-Soudan à la Ligue des États arabes et livre des armes aux partisans de Salva Kiir. Les deux pays envisageraient également de relancer le chantier du canal de Jonglei sur le Nil Blanc. Les eaux ainsi recueillies compenseraient en partie la baisse de débit occasionnée par les aménagements éthiopiens, en amont sur le Nil Bleu : Addis Abeba, profitant de la révolution égyptienne et avec l'assentiment du Soudan, mit en chantier en 2011 le barrage "Renaissance" (*Grand Ethiopian Renaissance Dam-GERD*). Djouba profite également des tensions entre le Soudan et l'Égypte, tant au sujet du partage des eaux du Nil, que de l'avenir de la Libye, que du soutien aux insurgés du Darfour ou au régime érythréen (accusé de comploter contre le président al-Bachir).

Cherchant à affaiblir l'Iran, l'Arabie Saoudite resserre les liens avec l'Érythrée et le Soudan. Ces deux pays quêtent le soutien diplomatique et les faveurs financières de Ryad. Aussi contribuent-ils aux opérations de la coalition anti-houthistes dirigée par les Saoudiens au Yémen. La recherche de la sécurité alimentaire pousse le gouvernement saoudien (comme son rival, le Qatar) à l'achat de terres dans cette partie de l'Afrique (Éthiopie, Soudan...). Aussi se montre-t-il soucieux de la stabilité politique et militaire de la région.

Pour assouvir ses ambitions de puissance régionale, [la Turquie](#) tente de renouer avec les anciennes possessions de l'Empire ottoman et même au-delà. Le projet d'implantation dans le port de Suakin, au Soudan et l'inauguration, fin 2017, à Mogadiscio, d'une base militaire dédiée à la formation des soldats de l'armée régulière somalienne, s'inscrivent dans cette perspective.

Sous les présidences de Bill Clinton, de George Bush fils et de Barack Obama, les États-Unis parrainèrent la cause sudiste et la création du Sud-Soudan. Terre de mission pour les évangéliques comme pour les humanitaires, c'était également un terrain d'affrontement contre Khartoum qui soutint le mouvement palestinien puis l'islamisme radical et fut longtemps proche de la République islamique d'Iran. Si l'amputation réduisit la puissance du Soudan, le nouvel État déçut très vite son parrain. Depuis 2011, faute d'une stratégie claire, Washington mêle, sans grand résultat, sanctions économiques et aide humanitaire. Les Américains peinent à définir une politique favorisant la stabilité et le développement du Sud-Soudan tout en ménageant les intérêts des pays voisins, à commencer par l'Ouganda. Moins familiers des questions africaines que certains de leurs alliés européens et soucieux de ne pas s'y engager, les États-Unis encouragent les médiations régionales. Cela s'avère une grave erreur car les rivalités et les désaccords rendent les acteurs régionaux vulnérables aux manipulations des factions sud-soudanaises, ce qui parasite les négociations et l'application des accords.

[La Chine](#) entretient un lien particulier avec les deux Soudan. Ils semblent constituer le banc d'essai de la montée en puissance chinoise dans les relations internationales [14]. Associée au régime de Khartoum depuis la conclusion par la *China National Petroleum Corporation-CNPC* d'un premier contrat en 1997, la Chine est aussi le principal acheteur du pétrole produit par le Sud-Soudan. Encouragée par Salva Kiir, Pékin s'implanta à partir de 2007 dans les provinces méridionales alors autonomes. La proclamation

d'indépendance amplifia les investissements chinois. Pékin, ici comme dans l'ensemble de l'Afrique, était cantonnée aux territoires jugés peu attractifs par les entreprises occidentales. La guerre civile figea les activités et les ressortissants chinois furent évacués. Mais elle offrit à la Chine l'opportunité d'opérer un tournant important dans sa politique extérieure : celui d'un engagement plus marqué, visant d'une part la défense de ses intérêts, d'autre part l'accroissement de sa stature internationale. Elle acquit une expérience en matière de médiation, d'aide humanitaire et d'opérations de maintien de la paix (en 2015, à Djouba, elle déploya le premier contingent de casques bleus de son histoire). Plus largement, la mer Rouge se situe sur la route maritime mondiale que Pékin aménage pour assurer les échanges qui alimentent sa croissance économique. Par conséquent, la stabilité de l'ensemble régional est indispensable, tant pour ses approvisionnements énergétiques, que pour ses débouchés commerciaux. Cela explique également le choix de Djibouti pour installer sa première base militaire permanente à l'étranger (opérationnelle depuis fin 2017).

L'Organisation des Nations-Unies est présente depuis le début de la période intérimaire. En mars 2005, elle déploya 10 000 "casques bleus" et un millier de personnels civils dans le cadre de la *Mission des Nations-Unies pour le Soudan* (MINUS). Cette dernière fut prorogée à partir du 9 juillet 2011, sous le nom de *Mission des Nations-Unies pour le Sud-Soudan* (MINUSS). Renforcée — mais de manière insuffisante — à partir de mai 2014, elle donna la priorité à la protection des civils et porta une attention particulière aux droits fondamentaux, à l'acheminement de l'aide humanitaire et à l'accompagnement de la mise en œuvre de l'Accord de cessation des hostilités. 18 963 personnes, dont 13 956 militaires, sont engagées dans la tentative de résorption de la guerre civile. Sans succès, car la MINUSS n'a pas mandat pour intervenir militairement contre les belligérants et le Conseil de sécurité n'est pas parvenu à réconcilier les factions rivales.

Depuis juin 2011 les affrontements autour de la zone pétrolière d'Abiyé ont imposé la création et le déploiement de la *Force intérimaire de sécurité des Nations-Unies pour Abiyé* (FISNUA). Forte de 4 290 militaires (contingent éthiopien) et de 537 policiers et civils, elle contrôle la zone frontalière de tension entre le Soudan et la République du Soudan du Sud et facilite l'acheminement de l'aide humanitaire. Elle est autorisée à faire usage de la force pour protéger les civils et les travailleurs humanitaires.

*

« Les Lumières, c'est la sortie de l'homme hors de l'état de tutelle dont il est lui-même responsable. » Emmanuel Kant, 1784 [15]

La guerre nourrit la guerre. Seul l'abandon des politiques d'achat de la paix, combiné avec des sanctions empêchant les profits de guerre, permettrait d'instaurer une paix durable. Le Sud-Soudan ne manque pas d'atouts, mais sa population n'a pas pu (ou su) inventer le mode de gouvernance vertueux qui permettrait de les valoriser, de surmonter les handicaps, de forger une communauté nationale transcendant l'hétérogénéité ethnique, linguistique et religieuse, de faire émerger une classe dirigeante soucieuse en priorité de l'intérêt général et de desserrer l'emprise des acteurs extérieurs.

(Manuscrit clos le 19 décembre 2018)

Copyright Janvier 2019-Gourdin/Diploweb.com

P.-S.

Docteur en histoire, professeur agrégé de l'Université, Patrice Gourdin enseigne à l'École de l'Air. Il intervient également à l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence. Membre du Conseil scientifique du Centre géopolitique.

Notes

- [1] . Ce nom a été forgé à partir de deux mots du dialecte dinka : ram (“rencontrer”) et ciel (“milieu”).
- [2] . Sauf mention particulière, les chiffres sont tirés de l’édition 2019 des Images économiques du monde, Paris, 2018, A. Colin.
- [3] . Jacques Leclerc, « Soudan du Sud » dans L’aménagement linguistique dans le monde, Québec, CEFAN, Université Laval, 28 février 2017, [<http://www.axl.cefan.ulaval.ca/afrique/soudan-Sud.htm>], consulté le 7 décembre 2018.
- [4] South Sudan : Humanitarian Snapshot (November 2018), publié le 12 décembre 2018. (https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20181219_SS_Humanitarian_Snapshot_November_final.pdf)
- [5] . South Sudan Situation Population Dashboard - 30 November 2018, publié le 18 décembre 2018. (<https://data2.unhcr.org/en/documents/details/67327>)
- [6] .Thijs Van Laer & Omar Mahmood « South Sudan peace deal : ‘Whose power are they sharing anyway ?’ », Integrated Regional Information Networks-IRIN, 13 November 2018.
- [7] . Florence Miettaux, « À Juba, des archivistes au chevet de l’histoire du Soudan du Sud », Le Monde, 3 avril 2018
- [8] . Jacques Leclerc, « Soudan du Sud », op. cit.
- [9] . Joan Tilouine et Nicolas Courtin, « La “guerre sainte” et invisible du Mawaju Secret Movement au cœur de l’Afrique », Le Monde, 5 mai 2018.
- [10] . Jacques Leclerc, « Soudan du Sud », op. cit.
- [11] . « Presque toujours les Nuer ont été les agresseurs, à qui la razzia chez les Dinka paraît être dans l’ordre naturel des choses, et se présente même comme un devoir. Ils ont en effet un mythe semblable à celui d’Esaü et de Jacob, qui explique et justifie leurs agissements. Selon cette fable, Nuer et Dinka sont les deux fils de Dieu, de Dieu qui promet sa vieille vache à Dinka et son jeune veau à Nuer. Dinka s’introduisit nuitamment dans l’étable de Dieu, et, imitant la voix de Nuer, en obtint le veau. Quand Dieu découvrit qu’il avait été joué, il entra en fureur et chargea Nuer de venger l’injure en razziant le bétail jusqu’à la fin des temps ». Edward Evan Evans-Pritchard, Les Nuer. Description des modes de vie et des institutions politiques d’un peuple nilote, Paris, 1968, Gallimard, pp. 150-151 [traduction française de : The Nuer. A description of the modes of livelihood and political institutions of a Nilotic people, Oxford, Clarendon Press, 1940].
- [12] . « Au bétail est [...] attribuée la propriété d’être à l’origine des rapports sociaux ; il constitue la trame invisible qui tisse les relations entre les hommes et entre ceux-ci et le surnaturel. » Pierre Bonte, « Des “peuples du bétail”. Origines mythiques et pratiques rituelles de l’élevage en Afrique de l’Est », Techniques & Culture, 2004, n°43-44 [<http://tc.revues.org/1116>], consulté le 10 octobre 2018.
- [13] . Voir les études classiques d’Edward Evan Evans-Pritchard, le fondateur de l’anthropologie structurale britannique.
- [14] . International Crisis Group, « China’s Foreign Policy Experiment in South Sudan », Asia Report n°288, 10 July 2017, Bruxelles.
- [15] Emmanuel Kant, Qu’est-ce que les Lumières ?, 1784.